

Promouvoir une culture de la paix

« Les Etats-Unis et d'autres puissances se sont alliés avec de véritables monstres »

Entrevue avec Juan Carrero Saralegui,

Président de la *Fondation S´Olivar* (Mallorca, Espagne)

Candidat au prix Nobel de la Paix

Comment a débuté votre intérêt pour la non-violence?

Très jeune déjà, j'avais deux préoccupations que je qualifierais d'existentielles. D'une part, il y avait la souffrance des plus pauvres, qui s'accompagnait d'une grande révolte intérieure contre l'injustice et d'autre part, la certitude spirituelle que la réalité est beaucoup plus que ce que nous voyons. La certitude que cette vie est un moment de grâce, un don pour apprendre, pour croître en sagesse et en connaissance, pour exercer un travail communautaire, pour aider ceux qui en ont le plus besoin. Ces certitudes si élémentaires n'ont pas besoin de fondements. Au contraire, elles sont le fondement de tout le reste et paradoxalement, on ne peut pas les démontrer.

Avec les années, une autre certitude s'est imposée, la certitude que les choses les plus importantes ne peuvent se réduire à la simple efficacité. Ce sont des choses que tu dois faire et dont peut-être tu ne verras jamais les résultats. Cette certitude a été très importante dans ma vie et plus concrètement, dans mon travail sur ce conflit de la région des Grands Lacs en Afrique. On risque de se décourager si on commence en espérant des résultats. Qui est capable par exemple de modifier la grande politique internationale dans la région des Grands Lacs ? Comme c'est impossible, une folie, personne ne commence rien et les choses continuent telles qu'elles sont. C'est un cercle vicieux. Jusqu'à ce que, tout-à-coup, il se produise un déclic intérieur et on se dit : « l'important n'est pas l'efficacité mais bien la fidélité ». On peut la formuler de différentes façons mais c'est une expérience que j'ai observée à plusieurs reprises chez des personnages comme Gandhi, François d'Assise ou le Père Roy Bourgeois que j'ai visité il y a deux ans et qui tente (il a presque réussi) de faire fermer l'*Ecole des Amériques (Escuela de las Americas)* aux États-Unis, où se sont formés les génocidaires latino-américains.

Expliquez-nous l'expérience du Père Bourgeois.

Le Père Bourgeois se rendit compte qu'avec ses impôts et ceux de sa famille, on finançait des écoles où l'on enseignait à torturer. Il commença alors à faire toutes sortes d'actions non violentes pour conscientiser la société nord-américaine et il arriva à avoir presque la moitié du congrès américain en sa faveur. Finalement, pour peu de votes, il n'obtenu pas la majorité. De plus, il fut condamné à trois ans de

prison pour être entré dans l'enceinte militaire de l'*Ecole des Amériques* au milieu de la nuit et avoir fait entendre à plein volume les dernières et célèbres paroles de Monseigneur Romero avant d'être assassiné. Celui-ci disait, avec toute son énergie : « *au nom de Dieu, je vous supplie, je vous ordonne, cessez la répression* ». Lorsque le père Bourgeois, très découragé, était en prison, quelque chose dans son intérieur lui dit: « Roy, l'important n'est pas l'efficacité, c'est la fidélité ». Il s'agit d'une certitude que j'ai aussi expérimentée par des voies similaires et qui est très claire pour moi. En fait, mon expérience est que la fidélité comporte toujours une certaine efficacité insoupçonnée.

Qu'est-ce qui a motivé la création de la Fondation S'Olivar en 1992?

En 1992, nous avons décidé de constituer une fondation, qui nous semblait un instrument intéressant et avantageux pour œuvrer auprès de ceux qui en ont le plus besoin. A cet époque, une grande tragédie se déroulait en Somalie. Un taux de mortalité si élevé me semblait un délire incroyable dans un monde avec autant de ressources, de vaccins et autres moyens pour l'arrêter. J'éprouvais le même sentiment qu'il y avait vingt ans avec la course aux armements, lorsque je me suis déclaré objecteur de conscience.

Après un an et demi d'existence de la fondation, arriva en 1994 le cataclysme du Rwanda qui fut amplement projeté par tous les médias de communication. Ce qui a initialement motivé notre démarche furent ces grands massacres dans lesquels la majorité des victimes étaient Tutsis.

Comment se fait-il que de cette petite vallée de Mallorca, vous vous soyez intéressés au génocide du Rwanda ?

La grande diffusion de ces massacres ne laissait personne indifférent. De plus, Mallorca a une relation très spéciale avec cette région puisque depuis presque cinquante ans, elle a des missionnaires au Rwanda, au Burundi et au Congo. Devant les événements de 94, presque toutes les ONG et les congrégations religieuses de Mallorca se sont unies pour former une grande plate-forme afin de voir ce que nous pouvions faire.

Par la suite, fin 95-début 96, je suis allé au Rwanda et au Burundi avec d'autres compagnons, en représentation d'un ensemble d'ONG. Lorsque je suis arrivé là-bas chez des amis, j'ai constaté que dans un petit village, en une seule journée, l'armée mono-ethnique Tutsi avait assassiné plus de cent femmes et enfants de la façon la plus brutale. Lorsque je suis revenu quatre jours plus tard en Espagne et que j'ai constaté qu'ici, personne ne savait rien, que les médias de communications répétaient seulement que les rebelles et la guérilla Hutus continuaient à assassiner, j'ai commencé à me demander : « mais qu'est-ce qui se passe ici ? »

A mesure que nous avançons dans nos recherches au cours des dernières années, nous avons pu mettre en place les différentes pièces du casse-tête et nous sommes maintenant certains de mieux comprendre ce qui s'est passé. Surtout après les grandes tueries de réfugiés Hutus au Congo, nous avons eu la conviction que l'on devait parler d'un nouveau génocide. Ou peut-être serait-il plus adéquat de parler d'une nouvelle et plus grande compréhension d'un unique génocide, qui continue toujours et sur lequel presque personne ne parle malgré sa grande envergure.

Face à ce nouveau génocide, vous avez fait un grève de la faim pour le dénoncer.

Ce fut un jeûne de dénonciation qui dura 42 jours, au début de 1997, lorsqu'on bombardait les camps de réfugiés Hutus dans l'est du Congo. Une haut responsable du Parlement Européen, Madga Alvohet, la co-présidente des Verts européens nous donna à ce moment, de façon confidentielle, certaines explications importantes. Elle nous dit:

« Il existe un plan très bien élaboré pour envahir l'est du Congo. Les Etats-Unis ont donné leur consentement aux régimes himas-tutsis du Rwanda, de l'Ouganda et du Burundi. Il n'exigent apparemment que deux conditions : qu'ils n'y ait pas d'excès, ni sur la largeur de la frange du territoire envahi, ni dans les violations des droits humains ».

Cela me rappelle tellement ce qui s'est passé en Amérique latine ! Face aux barbaries des dictatures militaires, de hauts responsables des Etats-Unis qui les avaient appuyés, affirmèrent : « nous ne sommes pas responsables des excès des juntes militaires ». Adolfo Pérez Esquivel, face à la reconnaissance de la part de Madeleine Albright que les Etats-Unis commirent une erreur en appuyant ces dictatures, affirma : « Je ne me rappelle pas d'aucune erreur. Tout ce que je sais, c'est que les Etats-Unis élaborèrent un plan pour toute la région, l'*Opération Condor* et qu'ils l'appliquèrent à la perfection, sans aucune erreur ».

Maintenant qu'il y a des preuves de ce nouveau génocide, quels sont les obstacles pour faire connaître la vérité ?

Il y a encore beaucoup d'obstacles. Il y a surtout les intérêts de certaines multinationales qui sont dans l'aire d'influence des Etats-Unis. Je ne sais pas exactement dans quel pourcentage répartir les responsabilités mais les Etats-Unis et d'autres puissances se sont alliés avec de véritables monstres. Kagame est un monstre. Ca ne me dérange pas que l'on nous taxe de radicaux à cause de ces affirmations ; avec le temps, la vérité s'imposera et nous aurons eu la tranquillité d'avoir appelé les choses par leur nom. Je crois que ni la CIA, ni le Pentagone n'ont bien évalué avec qui ils s'alliaient. Il est possible qu'il se soit produit des excès qui n'intéressaient pas les Etats-Unis, mais ce sont eux qui ont donné et continuent à donner toutes sortes d'appuis.

Les Etats-Unis ne parlent que de démocratie mais ils s'allient ensuite avec le FPR (*Front Patriotique Rwandais* au pouvoir au Rwanda depuis 1994) qui envahit un pays, le Rwanda, ce dernier étant alors justement en voie de démocratisation. Au nom de la démocratie et des droits humains, ils envahissent et dévastent. L'expérience latino-américaine nous aida à comprendre que toute intervention, invasion ou coup militaire s'est toujours fait au nom d'une grande cause, d'une grande mission comme cela plaît tellement aux Occidentaux. Tous les dictateurs militaires affirment être investis d'une mission extrêmement importante.

L'explication de cet appui, il faut la chercher auprès des hauts responsables des Etats-Unis qui affirmaient ces dernières années : « *l'Afrique nous intéresse* ». Il faut la chercher aussi dans la bouche des dirigeants des multinationales. Par exemple, au Burundi, des gens très importants des mafias du diamant et de l'or ont affirmé que eux et leurs capitaux ne peuvent dépendre des va-et-vient propres aux démocraties.

Ils ont plutôt besoin d'hommes forts, sûrs et stables. Il est plus difficile de contrôler un gouvernement démocratique, puisque si démocratie il y a, les peuples sont les maîtres de leur destinée et de leurs ressources.

**« L'important n'est pas l'efficacité,
c'est la fidélité. »**

La région des Grands Lacs est extrêmement riche en ressources naturelles de tout genre, surtout minérales. Il existe des métaux exceptionnels, nécessaires pour l'industrie aérospatiale, tels que le niobium et le tungstène. Il semble que ce soit un des rares endroits où existe ce dernier en quantité suffisante pour être exploité. Tout ceci convertit le Congo, spécialement pour son amplitude et la profusion de ses ressources, en un butin très apprécié.

A quel moment commença l'appui des Etats-Unis ?

Cela vient de loin. En 1988 a eu lieu la soi-disant réunion de la diaspora Tutsi à Washington, organisée par Roger Winter, président de *Interaction*, la plus grande fédération d'ONG des Etats-Unis. Plusieurs d'entre nous sommes convaincus que c'est un homme de la CIA infiltré dans le monde des ONG. Il fut l'organisateur de ces réunions suspectes préalables à l'invasion du Rwanda à partir de l'Ouganda en 1990. Il organisa aussi des réunions préalables à l'invasion du Congo en 1996.

En plus de l'appui des Etats-Unis, les Tutsis du FPR ont beaucoup de contacts et d'influence au niveau international. Il s'agit d'un groupe extrémiste qui ne se résigna jamais à perdre le pouvoir. Il s'exila en 1961 et avec ses nombreuses ressources, il se dédia alors à faire du lobby et de la propagande. Mais les deux tiers de l'ethnie Tutsi demeura au Rwanda, vivant sous le régime Hutu.

Vous maintenez que Kagame et ses gens étaient intéressés à ce qu'il se produise un génocide contre les Tutsis qui étaient restés au Rwanda. Pour quelle raison ?

Les victimes Tutsies de 94 que s'approprie maintenant le FPR n'étaient pas des gens du FPR mais bien des Tutsis que le FPR dépréciait parce qu'il les considérait des traîtres à leur ethnie pour le fait d'être resté au Rwanda et se laisser corrompre par le régime Hutu de Habyarimana. Il s'agit d'un élément très important. Il existe d'importants témoignages qui commencent à se faire jour que Kagame était bien conscient que son invasion provoquerait des massacres de la part des extrémistes Hutus. La CIA l'avertit et l'héritier royal Tutsi aussi. C'était un suicide pour l'ethnie Tutsie mais cela lui était égal étant donné que le génocide arrivait à un bon moment pour la réalisation de ses plans.

Ce fut pour cette raison qu'il fit tout son possible pour qu'il n'y ait pas d'intervention de la communauté internationale. Il voyagea même aux Etats-Unis pour cela. En arrêtant l'intervention internationale, il levait les obstacles à son avance militaire vers la capitale, Kigali, permettant les massacres qui fournissaient à l'ethnie Tutsie la condition de victimes et justifiait ainsi une dictature injustifiable. Pour le FPR, ce statut de minorité opprimée et aussi massacrée était fondamental pour la reconquête de tout le pouvoir et l'exclusion, voire l'élimination de millions de Rwandais. Le FPR

n'aurait jamais obtenu le pouvoir par la voie démocratique puisque 80% de la population du Rwanda est Hutu.

On ne peut donc pas parler d'unanimité au sein des Tutsis ?

Il est très important de ne pas parler en termes d'ethnie, sinon de groupes extrémistes à l'intérieur des ethnies. Dans le cas du FPR, nous parlons d'un petit groupe de l'aristocratie Tutsie qui a aussi fait souffrir beaucoup de gens de sa propre ethnie. Il y a beaucoup de Tutsis qui sont conscients de la situation, mais peu d'entre eux parlent et dénoncent. Il faut beaucoup de courage dans la situation actuelle pour faire une chose semblable. Actuellement par exemple, plusieurs Tutsis sont en train de mourir dans l'invasion de la RD du Congo, surtout des jeunes. Plusieurs personnes sont en désaccord, même à l'intérieur du groupe de la royauté.

Alors d'après vous, le génocide a servi à légitimer le nouveau pouvoir tutsi ?

Le FPR ne pouvait gouverner qu'en convertissant la grande majorité Hutu en génocidaire aux yeux de la communauté internationale. Il est certain qu'il y eu des extrémistes Hutus qui assassinèrent massivement. C'est un élément important que nous répétons et clarifions constamment. Ceci dit, le FPR commença en 1990 l'agression militaire, assassinant massivement aussi à mesure qu'il avançait dans l'intérieur du pays. Il assassina le 6 avril 1994, les présidents du Rwanda et du Burundi, provoquant ainsi la réaction des extrémistes Hutus* et fit tout son possible pour empêcher une intervention internationale. C'est d'un cynisme incroyable qu'après tout cela, il se place en position de victime et accuse la communauté internationale de complicité passive du génocide. Ces éléments clés, le FPR les a empêchés d'émerger au cours des dernières années en utilisant d'importants moyens économiques, militaires et surtout médiatiques, mais ils commencent maintenant à paraître au grand jour.

Il semble qu'il y a des évidences que les Etats-Unis collaborent activement à cette dissimulation et manipulation de l'information.

Ce qui est arrivé avec le rapport Garreton en est un exemple clair. Cette enquête de l'ONU sur les tueries envers les Hutus dans l'est du Zaïre, révélait déjà vingt ou cent mille cadavres dans quarante localisations. Or, en une semaine les Etats-Unis réussirent à faire disparaître la parole génocide que apparaissait initialement dans ce rapport pour la remplacer par massacres. Le mot génocide est la clé, l'alibi, un chèque en blanc afin que pendant plusieurs années, l'oligarchie extrémiste du FPR puisse faire ce qu'elle veut. Si l'on commence à parler d'un génocide dont les victimes sont Hutus, tout l'échafaudage médiatique qu'ils ont monté s'écroule.

Nous calculons que dans la décennie des années 90, il y a eu plus de 3 millions de morts dans la région des Grands Lacs, desquels un demi-million étaient Tutsis. Comment peut-on alors expliquer qu'on ne parle seulement que des victimes Tutsis et non pas des victimes Hutus ?

Néanmoins, il y a plusieurs analystes et spécialistes de la région des Grands Lacs qui sont en désaccord avec l'existence de ce second génocide.

Il existe encore d'importantes inerties médiatiques et psychologiques. Il est très difficile de reconnaître que l'on s'est laissé dupé sur une chose aussi grave qu'un génocide. Cela représente une perte de prestige et de crédibilité. Toutefois, je crois

que le temps va toujours en faveur de la vérité, même si on a réussi à tromper presque tous le monde, incluant plusieurs analystes et de supposés spécialistes.

Le thème des médias de communication est fondamental puisque les quatre ou cinq grandes agences internationales sont presque les seules à générer de l'information sur cette région. Il n'y a pas de spécialistes. Il n'y a pas de correspondants sur le terrain, du moins dans les zones critiques. Il n'y a pas d'observateurs des droits humains depuis un an de demi. Kagame se dit offensé avec l'ONU parce que selon lui, elle n'a pas empêché le génocide. C'est pour cela qu'il s'est permis d'aller jusqu'à expulser les observateurs des droits humains de l'ONU.

Quelle est actuellement la situation dans la R.D. du Congo ?

Elle est actuellement envahie par l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi. Plusieurs organisations parlent déjà de 2,5 millions de morts en moins de trois ans. La justification de cette invasion est celle d'imposer le respect des droits humains, le retour de la démocratie et d'assurer les frontières de ces pays respectifs. Les vrais motifs sont inavouables. L'ONU a finalement approuvé une résolution où l'on appelle invasion, ce qui auparavant avait été qualifié de rébellion.

***Entrevue réalisée par Philippe Guirlet et Agustí Nicolau Coll
le 28 octobre 2000***

-
- **NDLR:** Ce fait est très controversé et il n'existe pas de preuves formelles de l'implication du FPR dans l'assassinat des présidents rwandais et burundais. Néanmoins, il faut signaler le fait que le juge Bruguières (France) a ouvert une enquête sur les commanditaires de l'attentat du 6 avril 1994, qui, selon ses propres affirmations, pourrait aboutir prochainement à l'inculpation des deux chefs d'Etat rwandais et ougandais. De plus, le parquet de Bruxelles (Belgique) a confié, le 12 mai 2000, l'instruction d'un dossier à charge du Président rwandais Paul Kagame au juge d'instruction Damien Vandermeersch. Enfin, Carla del Ponte, procureur général des tribunaux pénaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda, a confirmé dans un entretien au journal *Le Soir* du 16 janvier 2001 que le TPIR avait engagé des enquêtes sur les responsables actuels du FPR.

Portrait de Juan Carrero Saralegui

Juan Carrero Saralegui est né à Arjona (Jaén, Espagne) en 1951. A l'âge de 19 ans, après avoir fait des études de philosophie pendant trois ans, il se retire avec d'autres compagnons à la propriété *S'Olivar*, dans la localité d'Estellencs de l'île de Mallorca, Baléares (cf. *Caravane 7*). Pendant quatre ans, il se dédie à la méditation et la prière dans la solitude et poursuit des études de théologie.

L'année 1974, il se déclare objecteur de conscience au service militaire obligatoire, devenant le troisième objecteur en Espagne, à l'exception des Témoins de Jéhovah. Les deux premiers objecteurs avaient été condamnés à huit ans de prison par la dictature franquiste.

A cet époque, il fait la connaissance au sein de la communauté non violente de l'Arche, de Lanza del Vasto, le disciple européen de Gandhi. De sa propre initiative, il décide de réaliser un service social alternatif que le loi ne reconnaît pas, travaillant pendant trois ans (le double du service militaire) avec les indigènes quechuas argentins. Il prétendait ainsi dénoncer et s'opposer à l'obligation du service militaire et réfuter les accusations de fainéants et de non-solidaires que subirent les premiers objecteurs.

Lorsque les généraux Videla, Massera et Agosti firent leur coup d'Etat en Argentine et que commencèrent les tortures, crimes, séquestrations et disparitions, lui et sa femme travaillaient déjà dans les contreforts des Andes argentines. Tout comme son ami l'Argentin Adolfo Pérez Esquivel, futur prix Nobel de la Paix de l'année 1980, ils eurent la vie sauve de justesse.

Pour Juan Carrero, l'histoire se répète 25 ans plus tard. Le désir d'être toujours auprès des plus oubliés et menacés, a amené la fondation *s'Olivar*, qu'il préside depuis sa constitution en 92, à travailler au cours de ces dernières années en faveur des populations civiles sans défense du Rwanda, du Burundi et de la R.D. du Congo. Toute cette solidarité lucide ne naît cependant pas du néant, mais bien d'une authentique et profonde expérience spirituelle, en harmonie avec la montagne de *s'Olivar* où se révèle un amour profond et un très grand respect pour tout ce qui existe.

Extrait du dossier de candidature de Juan Carrero pour le prix Nobel de la Paix 2000

Contact : Fondation s'Olivar

07192 Estellencs (Mallorca) Baléares, Espagne

Tél/Fax : (34) 971.618.593 / Tél. portable (34) 629.266.035

site Internet : www.pangea.org/olivar